

# 31 mars 1916 : Porrentruy sous les bombes

Autor(en): **Elsig, Alexandre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **119 (2016)**

PDF erstellt am: **18.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-697007>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# 31 mars 1916 : Porrentruy sous les bombes

ALEXANDRE ELSIG

**Le 31 mars 1916, à cinq heures du matin, les habitantes et habitants de Porrentruy sont réveillés en sursaut par l'explosion de cinq bombes lâchées par deux avions. « Stupeur et tremblements » : moins dans les corps — seuls des dégâts matériels sont à déplorer — que dans les esprits. Ceux-ci sont déjà bien échauffés par les multiples affaires politiques qui mettent à mal la neutralité de la Confédération face à un conflit qualifié de « total » ; et ce d'autant plus que l'Arc jurassien est dès l'avant-guerre un lieu d'affrontement entre communautés linguistiques, que le saillant de Porrentruy est à bout touchant des armées françaises et allemandes et enfin, que l'Ajoie constitue l'un des points de stationnement principaux des troupes helvétiques mobilisées. Cet article se propose d'utiliser le bombardement de Porrentruy comme un sismographe pour saisir les secousses vécues par l'opinion publique dans le Jura et particulièrement en Ajoie pendant la Grande Guerre. Que nous dit cet événement des débats politiques et culturels vécus dans cette région frontalière, située au contact du kilomètre zéro, ce point qui marque le départ d'un front occidental qui s'étend jusqu'à la mer du Nord ? Et dans quelle mesure le Jura bernois constitue-t-il une « caisse de résonance <sup>1</sup> » du fossé moral vécu par des élites suisses divisées schématiquement entre francophiles et germanophiles <sup>2</sup> ?**

## Un territoire exposé

De par son ampleur mortifère et son caractère eschatologique, la Première Guerre mondiale provoque dès son éclatement de grandes secousses dans une Suisse officiellement neutre, mais dont les esprits s'échauffent avec force pour l'un ou l'autre camp belligérant. L'idée d'une neutralité morale ne pèse pas bien lourd dans un conflit culturel pour la

survie de la « civilisation » ou de la « *Kultur* » contre la barbarie supposée de l'adversaire. En août 1914, l'opinion helvétique paraît comme coupée en deux. L'invasion allemande de la Belgique provoque des réactions contrastées de part et d'autre de la Sarine et du Gothard. Si les Alémaniques sont surtout soucieux de ne pas froisser le grand voisin germanique, les populations romandes et tessinoises prennent majoritairement fait et cause pour la « petite » Belgique et, partant, pour le camp de l'Entente. Dans la presse, des polémiques éclatent entre germanophiles et francophiles, et l'on commence à parler de « fossé » entre les communautés linguistiques. Il ne faudrait cependant pas prendre cette métaphore du fossé au pied de la lettre. Tous les Alémaniques ne sont pas germanophiles, tous les Latins ne font pas corps avec la III<sup>e</sup> République et de nombreux intellectuels, parmi lesquels le poète Carl Spitteler et son *Point de vue suisse* de décembre 1914, plaident pour un apaisement des querelles intérieures<sup>3</sup>. En outre, le fossé est aussi linguistique que politique, les soutiens de l'Empire allemand se recrutent surtout parmi les forces réactionnaires et autoritaires, ceux de la France plutôt parmi les milieux libéraux. Il n'empêche : les polémiques sont vives et se poursuivent avec plus ou moins de virulence jusqu'à l'armistice et même au-delà. Les dispositifs de propagande mis sur pied par les belligérants ne sont pas étrangers au phénomène. Ils savent attiser le feu des polémiques en cherchant à gagner, par acquit de conscience ou par vénalité, des voix helvétiques, multilingues, qui pèsent sur l'opinion internationale grâce à leur apparence de neutralité<sup>4</sup>.

Le malaise intérieur vécu par la société helvétique n'est cependant pas uniquement dû au vent mauvais des sympathies et antipathies envers l'un ou l'autre camp belligérant. Aux divergences de vues sur la politique étrangère du pays se superposent des tensions intérieures préexistantes. Les polémiques sur le déroulement de la guerre et son déclenchement servent aussi d'exutoire pour régler des rivalités enfouies, se poser en « vrai » patriote ou encore dénoncer les autorités de tutelle, cantonale ou fédérale. Cette situation est particulièrement prégnante dans le Jura bernois. Avant la guerre, c'est sur cette région que se concentrait l'opposition linguistique entre la *Deutschschweizerische Sprachverein* du pasteur Eduard Blocher et l'Union romande pour la culture et l'enseignement de la langue française. La première luttait contre la romanisation prétendue de la Suisse en se concentrant notamment sur l'appellation des communes jurassiennes. Lorsque la guerre éclate, ces tensions intérieures, encore minoritaires, s'amalgament au grand combat entre culture française et culture allemande. Le 2 août 1914, lorsque les mobilisés français



vivant en Ajoie doivent quitter la Suisse, une « foule émue » les accompagne, si l'on en croit le journal intime de Thérèse Froté, 21 ans, fille du directeur de l'hôpital de Porrentruy<sup>5</sup>. Le 4 août, le maire de Porrentruy appelle la foule « énorme » qui se trouve devant l'hôtel de ville à « éviter toute manifestation hostile à la Prusse <sup>6</sup> [...] ». La francophilie de nombreuses Jurassiennes et Jurassiens recoupe alors un rejet des autorités cantonales bernoises et une forte suspicion à l'encontre des autorités fédérales, et notamment de l'état-major. Arthur Daucourt, prêtre delémontain et archiviste, n'hésite pas dans son journal personnel à qualifier certaines autorités alémaniques de « boches suisses<sup>7</sup> ». Une affaire illustre la mésentente croissante entre une partie de la population jurassienne et les autorités bernoises : un ingénieur suisse, Albert Füglistler, est témoin de la destruction de la ville de Louvain et de l'incendie de sa célèbre bibliothèque en août 1914. À son retour en Suisse au printemps 1915, il donne une série de conférences sur son expérience à Neuchâtel, Genève, Fribourg et Lausanne. Or, le conférencier ne peut projeter ses images à Bienne, sur décision du Conseil d'État bernois. Le tollé est grand dans le Jura bernois et 700 personnes protestent à Saint-Imier. Le 29 juin 1915, le Comité de vigilance créé pour l'occasion organise la tenue de la conférence à l'extrême limite de la frontière bernoise du canton de Neuchâtel. 2 000 personnes s'y pressent.

La région jurassienne, et particulièrement ajoulote, concentre alors une grande partie des troupes mobilisées pour la défense des frontières. Cette cohabitation entre civils et militaires, majoritairement alémaniques, ne se fait pas sans heurts, à l'heure des cantonnements et des réquisitions militaires et alors que la population souffre de la mobilisation d'hommes qui ne touchent pas d'indemnité compensatoire. De plus, l'inaction mine rapidement le moral d'une partie des effectifs. Une fois le front occidental stabilisé, le risque d'une invasion du territoire suisse s'éloigne et le moral des troupes s'en ressent. Instituteur jurassien, Albin Bandelier note dans son journal déjà en date du 27 septembre 1914 : « Si nos hautes autorités pouvaient voir de plus près les choses, sûrement elles ne garderaient pas autant de troupes sur pied ; c'est inutile, on gâche l'argent. Ainsi, à Sornetan, les officiers organisent des réjouissances avec la jeunesse féminine des environs (Lajoux, Les Genevez). La troupe est absolument inactive, les soldats s'ennuient. C'est vraiment triste à constater<sup>8</sup>. » Il n'est pas rare que des peines disciplinaires sanctionnent l'abus d'alcool, comme à Boncourt en septembre 1914, lorsqu'un officier alémanique aviné ordonne à ses hommes d'effectuer un exercice de tir, en pleine nuit, sur la commune française de Delle<sup>9</sup>. Les termes employés



par Arthur Daucourt dans son journal sont également révélateurs de la délicate cohabitation entre la troupe et la population lorsqu'il évoque l'hébergement de soldats alémaniques: «Ce sont des Zürichoïses, des Schafhousoïses [*sic*]. Les premiers sont grossiers et imbus de l'esprit de l'Allemagne. Ne lisant que les journaux allemands, ils croyaient que les Prussiens étaient déjà à Paris. Nos soldats français leur tiennent tête et l'un, dans la cour du château, n'a pas craint de leur dire qu'il crachait au visage des Allemands qui étaient des barbares et des gens pires que les sauvages. Nos Suisses allemands durent se taire<sup>10</sup>.» Daucourt écrit ces lignes au début du mois de septembre 1914, au moment où les opinions belligérentes et neutres ont les nerfs à vif. Les Allemands viennent d'incendier la bibliothèque de Louvain et ils sont accusés d'avoir commis des «atrocités» sur la population belge lors de leur avancée. Le qualificatif de «barbare» est employé pour dénoncer ces exactions et prend racine dans de nombreuses consciences en Suisse romande<sup>11</sup>.

## 1916, l'année de tous les dangers

L'année 1916 est marquée par une succession d'affaires politiques qui provoquent de graves turbulences au sein du Palais fédéral et à l'hôtel Bellevue, siège de l'état-major. Tout commence par la dénonciation d'un employé des services de renseignement. André Langie, spécialiste de cryptographie, tient le rôle du lanceur d'alerte. Il découvre que son travail de décodage des télégrammes russes est utilisé par ses supérieurs au seul profit des Empires centraux. C'est le début de l'affaire des colonels, du nom de Friedrich Moritz von Wattenwyl et Karl Egli, les deux responsables du service de renseignement helvétique qui collaborent étroitement, depuis le début du conflit, avec les attachés militaires des Empires centraux. Dans un premier temps, la hiérarchie tente d'étouffer l'affaire. Le général Ulrich Wille et le chef d'état-major Theophil von Sprecher éloignent les deux colonels de leurs fonctions. Mais la pression de l'opinion, attisée par les services spéciaux de l'Entente et par des politiciens romands et tessinois, contraint l'état-major à ouvrir une procédure judiciaire. L'atmosphère est explosive et plusieurs manifestations sont organisées en signe de protestation: le 19 janvier à Moutier, le 21 à Saint-Imier, le 3 février à Bienne, les 30 janvier et 6 février à Tavannes<sup>12</sup>. Le 27 janvier, à Lausanne, jour de l'anniversaire de l'empereur Guillaume II, les manifestants décrochent le drapeau impérial dressé en l'honneur du souverain allemand, provoquant une crise

diplomatique entre Berne et Berlin. Cet événement incite Ulrich Wille à prévoir le déplacement de troupes alémaniques en Suisse romande au moment du procès des colonels, afin de prévenir d'éventuels troubles. Cette mesure, qui ne sera pas appliquée, se fait dans le dos du Conseil fédéral. Or, le secret ne tient pas et les parlementaires prennent connaissance de la mesure préparatoire. Cette « affaire des trains » porte un nouveau coup à l'image de l'état-major.

Le 29 février, les colonels Egli et von Wattenwyl sont acquittés de la charge de trahison, même si le tribunal reconnaît que leur conduite était contraire au devoir de neutralité. Ils sont condamnés à une peine disciplinaire et sont démis de leur fonction. L'opinion romande et tessinoise comprend mal ce qu'elle juge être une demi-mesure. L'amertume est spécialement perceptible dans le Jura. Le 1<sup>er</sup> mars, 1 200 personnes manifestent à Porrentruy. Léon Froidevaux, rédacteur du *Petit Jurassien* à Moutier, laisse entendre que les soldats alémaniques et romands ne sont pas traités de la même façon. Les premiers auraient reçu des munitions, ce qui ne serait pas le cas de leurs camarades romands de la 2<sup>e</sup> division. Nouvelle affaire, celle dite « des cartouches ». Froidevaux n'est pas un inconnu dans les bureaux de la censure fédérale. En mars 1915, son journal était déjà suspendu deux mois par la censure. Ardent francophile, l'ancien instituteur y décrivait le Jura comme l'Alsace-Lorraine du canton de Berne. Il accusait aussi les autorités militaires de couvrir les violations de l'espace aérien suisse commises par l'Allemagne. Le 16 mars 1916, dans l'affaire des cartouches, le tribunal militaire condamne Froidevaux à treize mois de prison pour trahison. Cette peine est jugée excessive par de nombreux commentateurs qui la comparent au verdict de l'affaire des colonels.

## L'espace aérien mis à mal

Le terrain est déjà bien miné lorsque cinq bombes sont lâchées le 31 mars 1916 sur Porrentruy, qui plus est quand on découvre que les responsables du bombardement sont allemands, alors que les autorités suisses pointaient du doigt la France... « La détonation fut formidable et réveilla en sursaut toute la population de notre ville. Le sol fut profondément remué, des troncs d'arbres volèrent en éclats et les vitres des maisons du quartier de Lorette subirent le même sort<sup>13</sup> », relate *le Démocrate*, qui indique « qu'un des projectiles est tombé à 20 mètres de la gare, brisant les vitres des maisons; une bombe incendiaire est



venue choir entre les maisons Aebi et Queloz, à la Presse, une autre à 200 mètres au sud des Bains, route de Courgenay».

La guerre qui déborde sur territoire neutre, le « feu » qui tombe du ciel, voilà de quoi impressionner, même si le bombardement ne correspond en rien au déchaînement connu sur les fronts. La Première Guerre mondiale marque une rupture profonde dans les armements et la façon de combattre. La guerre s'industrialise, les bombes et les canons sont produits à la chaîne et l'artillerie occupe une place stratégique, à l'arrière des tranchées. Le développement de la guerre aérienne est aussi une conséquence du conflit. Les premiers bombardements civils sont effectués par deux zeppelins allemands sur le Norfolk anglais en janvier 1915. Londres est touchée trois mois plus tard. Tous les pays belligérants développent alors leur flotte aérienne, encore embryonnaire au début du conflit. Avant 1916, les avions, incapables de supporter le poids de lourdes charges ou de viser avec suffisamment de précision, servent surtout d'outils de reconnaissance au-dessus des lignes ennemies, notamment pour l'artillerie. Dans la dernière partie du conflit, l'aviation, en même temps qu'une autre arme moderne, le tank, joue désormais un rôle non négligeable pour la percée de l'Entente sur le front occidental<sup>14</sup>. L'armée suisse se trouve elle aussi dans l'obligation de développer son armée de l'air. En 1913, symbole de la fascination du public pour l'aviation, une souscription publique issue de la Société suisse des officiers avait permis de récolter 1,75 million de francs — soit trois fois la somme initialement prévue — pour doter la Suisse de forces aériennes (fig. 1). Plusieurs dizaines d'appareils sont mis en service pendant le conflit, tout comme un certain nombre de ballons destinés à l'observation. Aucun avion de chasse ne fait cependant partie des escadrons. La défense anti-aérienne reste elle aussi embryonnaire. Il n'y a pas encore de canons D.C.A. et aucun avion étranger ne peut être neutralisé à l'aide de fusil d'ordonnance ou même de mitrailleuses<sup>15</sup>.

Sur les quelque 1 000 cas de violation de frontière entre 1914 et 1918, 800 sont imputables à des avions étrangers, dont 74 se déroulent en Ajoie. Dès le mois d'août 1914, de jeunes femmes cousent des drapeaux suisses qui sont installés sur la frontière ou déposés sur les toits des habitations<sup>16</sup>. En novembre 1914, des avions britanniques venant de Belfort survolent le territoire suisse pour aller bombarder les usines Zeppelin de Friedrichshafen au bord du lac de Constance. Si l'on en croit le 1<sup>er</sup> secrétaire de la légation de Russie à Berne, Londres aurait alors promis au gouvernement suisse de mieux former ses pilotes, en ajou-



tant, en réserve, que le « droit international n'avait pas encore donné une définition claire de la frontière aérienne <sup>17</sup> ».



Fig. 1. Affiche d'Eduard Renggli, *Sammlung für Militäraviatik*, Aarau; Lucerne, Huber, Anacker & Cie, 1914. (Bibliothèque nationale suisse.)

À Porrentruy, le jour du bombardement de mars 1916, le Département politique, responsable des affaires extérieures du pays, publie un communiqué accusant à demi-mot l'aviation française d'être responsable des destructions. Au moment où toute communication téléphonique ou télégraphique est coupée depuis Porrentruy, le Département politique « suppose » que les deux avions sont français, car les biplans venaient de Delle en Franche-Comté. Ce qui est pour le moins gênant : les débris des bombes, retrouvés le jour même, portent des inscriptions allemandes. Une photographie d'une de ces bombes est alors reproduite sur une carte postale et diffusée parmi la population (fig. 2). En juillet 1916, le dramaturge vaudois René Morax, membre du cercle des *Cahiers vaudois* et dont l'engagement francophile est connu, prend la plume. Dans son réquisitoire intitulé *On suppose...*, le directeur du théâtre du Jorat s'insurge contre un pouvoir fédéral qu'il estime inféodé à l'Allemagne et contre une neutralité qu'il ne peut concevoir sur le plan moral : « Rien n'est plus sournoisement passionné qu'un neutre. Il crie très fort qu'il n'a pas de pris parti [...]. Il suppose qu'on le croit, en étant bien sûr du contraire. Il n'y a que la stupidité qui soit essentiellement indifférente

et neutre, ou la matière inanimée. Tout ce qui vit se tourne d'un côté. La Suisse s'est longtemps appelée: les Ligues, et c'est son vrai nom. Les ligues ont pris aujourd'hui parti, qu'elles en conviennent ou non, et, on le suppose, pour des camps opposés<sup>18</sup>. »



Fig. 2: Carte postale anonyme, *Bombardement de Porrentruy*, s. l. n. d. (Bibliothèque nationale suisse & 14-18.ch.)

Le bombardement de Porrentruy ne met pas seulement en mauvaise posture la stratégie de communication du Conseil fédéral. Avec le bombardement, l'« affaire des cartouches » paraît trouver une confirmation: lors de l'attaque, un bataillon de fusiliers fribourgeois n'a pas été en mesure de riposter aux avions allemands, faute de munitions. Les soldats auraient de toute façon eu bien du mal à bloquer l'offensive des avions à l'aide de simples fusils d'ordonnance. Mais pour la population ajoulote, il n'y a pas de doute: la passivité de l'armée suisse est révélatrice de l'attitude proallemande de ses dirigeants. Ernest Daucourt, conseiller national, défend cet argument dans son journal, *le Pays*<sup>19</sup>. Arthur Daucourt est lui aussi convaincu de la partialité de la hiérarchie militaire: « Oui et oui on avait enlevé les cartouches à nos troupes romandes, même aux postes avancés. C'est l'État-major, le Sprecher en tête, germanophile, qui ont trahi, ce sont eux la cause de tout le mal et le mal est incalculable en Suisse<sup>20</sup>. » Les faits sont un peu différents: si les soldats à la frontière ne



disposent de munitions de guerre que lors d'exercices de tir, cela concerne aussi bien les Alémaniques que les Romands. La mesure est destinée à limiter les accidents en cas de mauvaise manipulation. Quant au bataillon de fusiliers fribourgeois présent lors du bombardement, ses hommes n'ont pas été en mesure d'engager à temps leurs munitions et le commandant du régiment d'infanterie est condamné à cinq jours d'arrêt pour ce manquement <sup>21</sup>.

Toute une production satirique, diffusée notamment sur carte postale, documente l'impuissance des soldats suisses face aux avions allemands. L'une des illustrations est l'œuvre du dessinateur Roger (fig. 3). Apostrophée par une femme sortie à sa fenêtre, une sentinelle tient dans ses mains un simple balai, l'air désespéré, alors qu'un avion lâche une bombe sur la ville. Au verso de la carte postale figure une célèbre chanson française de 1885, *C'est un oiseau qui vient de France*, dont les paroles ont été détournées. La chanson originale, revancharde, racontait

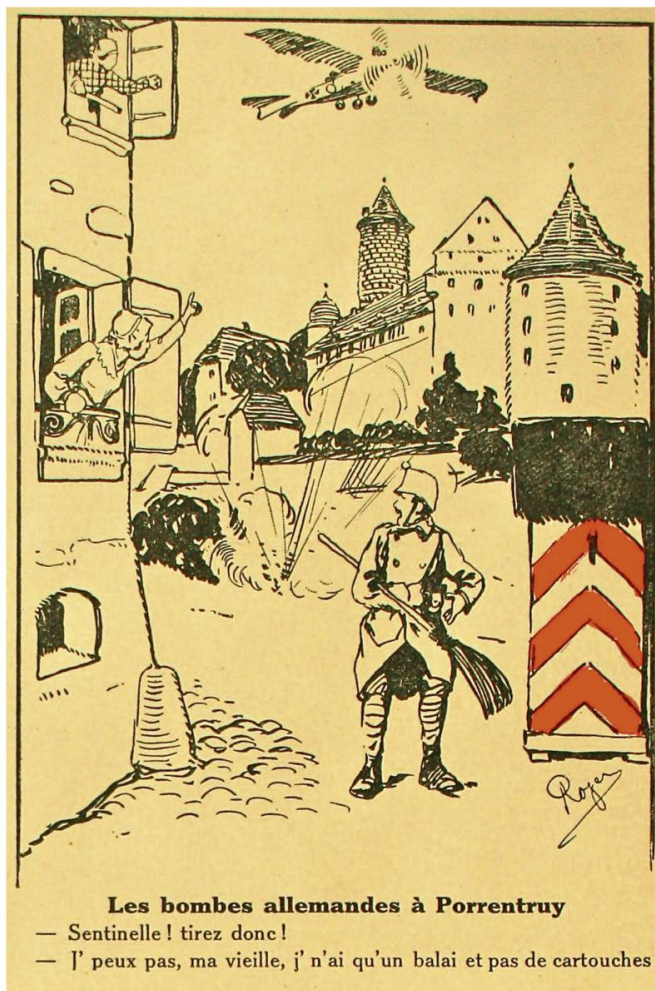


Fig. 3: Carte postale de Roger, *les Bombes allemandes à Porrentruy*, Lausanne, Imagerie artistique, 1916. (Bibliothèque nationale suisse & 14-18.ch.)





Fig. 4: Carte postale de B.L.Z.,  
*Mais tirez donc!...*, s. l. n. d.  
 (Bibliothèque nationale suisse.)

l'occupation de l'Alsace par l'Allemagne et l'espoir suscité chez une jeune fille par l'arrivée d'une hirondelle venant de France. L'éditeur de la carte postale satirique fait de cet oiseau français un avion allemand venu attaquer le Jura. Ainsi les paroles originales: « Un petit oiseau printanier / vint montrer son aile d'ébène. » deviennent « Un aéroplane étranger / vint pour nous bombarder sans gêne. » Une carte similaire, au dessin plus enfantin, montre la scène avec deux aviateurs munis d'un casque à pointe, dont l'un fait un pied de nez à la sentinelle helvétique (fig. 4). La veine satirique est porteuse et une dernière image se moque de la passivité de soldats suisses tenant des lampions pour signifier à un avion allemand où se situe la frontière (fig. 5). La plupart de ces œuvres sont jugées suffisamment démobilisatrices pour justifier l'intervention de la censure fédérale.



**Encore un avion**  
C'lui-là n'peut pas dire qu'il s'est trompé

Fig. 5: Carte postale de Roger, *Encore un avion*, Lausanne, Imagerie artistique, 1916. (Bibliothèque nationale suisse.)

## Un bombardement révélateur

Les autorités allemandes reconnaissent leur tort et acceptent d'indemniser les lésés suisses. La légation à Berne explique le bombardement par une erreur d'orientation des pilotes, qui pensaient bombarder Belfort. L'historien Max Mittler considère que cette explication est pour le moins problématique: Porrentruy et Belfort sont loin de partager la même topographie et la citadelle de Belfort était connue des pilotes allemands<sup>22</sup>. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le territoire de la Suisse est bombardé par l'Allemagne. Le 21 septembre 1915, une bombe allemande était arrivée au sud de Porrentruy et le 17 octobre 1915, La Chaux-de-Fonds avait elle aussi été bombardée. D'où ce commentaire ironique de *l'Impartial*: «vers la fin de l'après-midi les gamins qui



avaient pu ramasser des débris bombifères en faisaient déjà le commerce. On offrait couramment, pour 2 francs, aux abords des lieux fatidiques, où stationnait une foule énorme, “des souvenirs du bombardement de la Chaux-de-Fonds”. Allons, à nous aussi, il nous restera quelque chose de la grande guerre [sic]<sup>23</sup>. » Lorsqu’en avril 1916, un avion allemand survole une nouvelle fois Porrentruy, sans lâcher de bombe, l’indignation augmente encore d’un cran. Pour calmer les esprits, Ulrich Wille rencontre le légat allemand, Gisberg von Romberg, et lui indique comment régler, au mieux, cette affaire<sup>24</sup>. On ne connaît pas la teneur de cette discussion confidentielle, mais il est établi que l’état-major helvétique renforce sa couverture frontière à Porrentruy avec le déplacement d’une batterie de canons 7,5 cm en provenance d’Airolo.

On sait également qu’Erich von Falkenhayn, le chef de l’état-major allemand, estimait que ces franchissements de frontières étaient nécessaires au contrôle de la région du canal du Rhin au Rhône. « Le général Wille reconnaît certainement la nécessité militaire de notre comportement et saura la faire-valoir auprès du Conseil fédéral<sup>25</sup> », télégraphie Falkenhayn à l’*Auswärtiges Amt*, le ministère des Affaires étrangères du Reich. Or, le légat allemand Romberg ne partage pas du tout cet avis et juge que le Conseil fédéral, déjà bien affaibli par l’« affaire des colonels », se trouverait en très mauvaise posture s’il tolérait ces violations de l’espace aérien. Romberg évoque dans un télégramme les services économiques, notamment l’exportation d’huiles et de graisse, que la Suisse rend alors à l’Allemagne. Il écrit : « Comme son Excellence [le Chancelier] et tout particulièrement le ministère de la Guerre le savent, il s’agit de services par lesquels le Conseil fédéral prend à chaque fois un risque exceptionnel. [...] Le comportement loyal du Conseil fédéral ne doit pas nous tromper sur l’ambiance réelle en Suisse. Il y a aussi en Suisse orientale de très fortes influences qui travaillent contre nous ; [...] Sur la durée, le Conseil fédéral ne pourra pas nager contre le courant, si l’ambiance contre nous empire aussi en Suisse orientale<sup>26</sup>. »

Durant la Grande Guerre, les violations de l’espace aérien et les bombardements du territoire suisse soulignent ainsi avec précision les partis pris idéologiques dominants dans les sphères du pouvoir et dans les territoires linguistiques du pays. Le 7 avril 1915, lorsque deux aviateurs français sont obligés d’atterrir d’urgence près de Porrentruy, la population les accueille avec des fleurs. Et le 24 avril 1917, la ville de Porrentruy est à nouveau bombardée, sans qu’aucune polémique n’éclate. Les fautifs sont cette fois-ci des Français. Les cartes postales éditées pour documenter l’événement restent très factuelles. Aucun satiriste ne se



gausse de l'événement. Quant à *l'Impartial*, il ne veut pas croire à la responsabilité française: « Ce dont nous sommes sûrs, c'est que les Français n'ont aucun intérêt à bombarder Porrentruy, ville amie, que cette erreur est du reste presque impossible, étant donné la configuration du terrain, et que si par malheur elle s'était produite, le général gouverneur de Belfort aurait envoyé, dès le lendemain, une mission à la frontière suisse pour exprimer ses regrets<sup>27</sup>. » Pourtant, les bombes tombent non loin de l'usine d'horlogerie Jules Theurillat, suspectée par la France de livrer des pièces de munition à l'Allemagne<sup>28</sup>. Après une protestation officielle du Conseil fédéral, l'affaire est réglée rapidement. Les victimes suisses du bombardement sont indemnisées à hauteur de 102 869 francs pour « tort matériel et moral subi<sup>29</sup> ». La France y ajoute 5 000 francs pour les œuvres de bienfaisance de la ville.

Ces différences de traitement vis-à-vis de l'aviation allemande et française doivent être reliées à la cristallisation du premier mouvement séparatiste jurassien<sup>30</sup>. Bien entendu, celui-ci plonge ses racines dès le rattachement de l'ancien Évêché de Bâle au canton de Berne en 1815, avec des revendications libérales qui attaquent le régime patricien bernois et la mobilisation des catholiques jurassiens dans le cadre du *Kulturkampf*. Peu de temps avant la mobilisation de 1914, l'helvétisme, ce courant nationaliste conservateur marqué par les idées de l'Action française, favorise le développement d'un premier mouvement régionaliste jurassien. Mais ce courant se limite encore au champ culturel et n'attaque pas le pouvoir central. La Grande Guerre change la donne et politise les fronts. À la défaveur des conflits intérieurs, un fort antigermanisme s'amalgame alors à une opposition au pouvoir fédéral et cantonal bernois. Un proche de Léon Froidevaux, le journaliste Alfred Ribeaud, helvétiste et président de l'Association de la presse jurassienne, pose au printemps 1917 la « Question jurassienne ». Un Comité pour la création d'un canton du Jura est lancé le 2 septembre 1917. Ce séparatisme jurassien profite également de la vague connue par les mouvements dits des nationalités, ces associations qui s'appuient sur le principe wilsonien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour revendiquer leur indépendance. Mais il est surtout porté par des militants fédéralistes qui estiment que seule la décentralisation pourra protéger les minorités linguistiques du pays. En 1919 paraît la brochure *Pour le canton du Jura. Nous voulons l'autonomie*, rédigée notamment par Louis Merlin du *Journal du Jura*. Mais face à un courant antiséparatiste bien organisé, ce premier séparatisme fait long feu et ne parvient pas à dépasser les frontières partisanses de son milieu, majoritairement conservateur et catholique.

## Une sortie de guerre contrastée

Les événements qui marquent la fin de la Première Guerre mondiale restent emblématiques de la voie particulière suivie par les Jurassiennes et Jurassiens. Le 11 novembre 1918, jour de l'Armistice, une manifestation a lieu à Delémont pour célébrer la victoire de l'Entente<sup>31</sup>. La Suisse ouvrière est pourtant en ébullition et la grève générale qui débute le lendemain marque le plus important conflit social jamais connu dans la Confédération. À Porrentruy, il n'y a pourtant aucun gréviste dans la rue ce 12 novembre (le nombre de grévistes à Saint-Imier, Moutier ou Delémont reste faible en comparaison avec d'autres villes alémaniques). Pour de nombreux syndicalistes romands, la grève pilotée par le Comité d'Olten est suspectée de germanophilie. «Le Soviet d'Olten travaille pour les Boches»<sup>32</sup>, écrit ainsi le *Jura bernois*.

Après la guerre, la mémoire douloureuse des Jurassiennes et Jurassiens est gommée par une célébration tous azimuts de la concorde fédérale qui aurait accompagné l'expérience de l'occupation des frontières. La figure de la Petite Gilberte de Courgenay, qui «connaît trois cent mille soldats et tous les officiers», sert ici d'idéal type. Mais des fissures ne tardent pas à apparaître dans cette image d'harmonie parfaite entre mobilisés et population jurassienne. Érigée en 1924 pour les dix ans de la mobilisation, la Sentinelle des Rangiers, monument patriotique créé par Charles L'Eplattenier, est source de tensions mémorielles. La position de la Sentinelle tournée en direction de la France interpelle, rappelant qu'en 1914, l'état-major fédéral étudiait une unique possibilité d'invasion du territoire, en provenance de l'ouest. Dans le second après-guerre, les milieux séparatistes jurassiens font de celle qu'ils nomment «le Fritz» leur bête noire. La Sentinelle des Rangiers est prise en otage en 1964, année des cinquante ans de la «mob»<sup>33</sup>. Cette date anniversaire semble particulièrement motiver le mouvement séparatiste, qui ajoute l'antimilitarisme à son rejet du centralisme bernois. Le 30 août 1964, la manifestation destinée à célébrer les mobilisations de 1914 et 1939 aux Rangiers se tient dans un contexte de forte opposition populaire à la création d'une place d'armes dans les Franches-Montagnes. Hués, le Conseiller fédéral Paul Chaudet et le conseiller d'État bernois Virgile Moine quittent les lieux en catimini. En août 2014, le début de la Grande Guerre n'est donc pas le seul événement à être commémoré dans le Jura et cette date a aussi été l'occasion de revenir sur les cinquante ans de cette «affaire des Rangiers»<sup>34</sup>. Dans cette concurrence des mémoires, le souvenir de la «mob» de 1914, s'apparente désormais à un passé vidé de sa substance polémique.



*Alexandre Elsig, assistant docteur à l'université de Fribourg, est spécialiste de l'histoire de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale. Il a notamment publié les Shrapnels du mensonge. La Suisse face à la propagande allemande de la Grande Guerre, Lausanne, Antipodes, 2017. Avec Patrick Bondallaz, il a créé le site 14-18.ch, qui présente des cartes postales originales de cette époque.*

NOTES

<sup>1</sup> Claude Hauser, *L'Aventure du Jura. Cultures politiques et identité régionale au xx<sup>e</sup> siècle*, Lausanne, Antipodes, 2004, p. 21.

<sup>2</sup> Cette question a déjà été traitée par Hervé de Weck, « 1914-1918: les Suisses romands francophiles, les Alémaniques germanophiles? Particularités du fossé dans le Jura bernois », in: *Actes de la Société jurassienne d'Émulation*, n° 108, 2005, p. 339-374. Cependant, je ne partage pas son interprétation du « fossé » dans le Jura bernois, qui serait avant tout une affaire de « notables » et ne concernerait pas la population. S'il ne faut pas essentialiser l'opinion publique et déduire une correspondance immédiate entre presse et opinion, il ne faut pas non plus tomber dans l'extrême inverse qui voudrait que les élites culturelles ne parlent que pour elles-mêmes et n'expriment pas certaines réalités sociales. En outre, d'autres sources que médiatiques — officielles, privées, iconographiques et celles relevant des « rites » sociaux — peuvent être mobilisées pour approcher l'opinion d'une population donnée. Tout en étant forcément une « formule réductrice » (Jean-Jacques Becker), l'opinion publique n'en reste pas moins une « construction vérifiable », un « phénomène collectif, reflet et affirmation d'une position dominante à l'intérieur d'un groupe social ». Voir Pierre Laborie, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », in: *Vingtième Siècle*, n° 18, 1988, p. 101-117.

<sup>3</sup> Sur les multiples interprétations du « fossé », voir Pierre du Bois, « Mythe et réalité du fossé pendant la Première Guerre mondiale » in: *Union et division des Suisses, Les relations entre Alémaniques, Romands et Tessinois aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Lausanne, Éditions de l'Aire, 1983, p. 65-91.

<sup>4</sup> Les propagandes étrangères ne sont pas seulement des forces centrifuges capables de diviser l'opinion helvétique. Elles forment aussi, pour une large part de l'intelligentsia, un repoussoir, et de ce fait un ciment pour celles et ceux qui plaident pour la concorde nationale. Sur ce point, je me permets de renvoyer à ma thèse: Alexandre Elsig, *Les Shrapnels du mensonge. La Suisse face à la propagande allemande de la Grande Guerre*, Lausanne, Antipodes, 2017.

<sup>5</sup> Citée par Chantal Gerber (éd.), *La Grande Guerre aux frontières: le Jura et l'Ajoie durant la Première Guerre mondiale (1914-1918)*, Porrentruy, Musée de l'Hôtel-Dieu, 2014, p. 29.

<sup>6</sup> Journal de Thérèse Froté, cité par Hervé de Weck, ouvr. cité, p. 356.

<sup>7</sup> Amalia Mahon, *Le Journal de guerre d'Arthur Daucourt, archiviste et prêtre delémontain: entre vie quotidienne et clivages politiques et sociaux (1914-1918)*, Fribourg, mémoire de licence, 2012, p. 16.

<sup>8</sup> Albin Bandelier, *Mon Journal (1914-1918)*, Peseux, Chez le Glossateur, 2012, p. 36.

<sup>9</sup> Alain Clavien, *Histoire de la Gazette de Lausanne: le temps du colonel, 1874-1917*, Vevey, Éditions de l'Aire, 1997, p. 305.

<sup>10</sup> *Journal d'Arthur Daucourt*, 1<sup>er</sup> vol., 1<sup>er</sup> septembre 1914, cité par Amalia Mahon, ouvr. cité, p. 53.

<sup>11</sup> Voir John Horne et Alan Kramer, *1914, les atrocités allemandes*, Paris, Tallandier, 2005.

<sup>12</sup> Hervé de Weck, ouvr. cité, p. 361.



<sup>13</sup> Cité par *l'Express*, 1<sup>er</sup> avril 1916. Quotidien radical de Delémont, *le Démocrate* suit une ligne très francophile depuis le début du conflit. Il est en contact avec le ministère français de la Guerre. En novembre 1916, les autorités suspectent son rédacteur en chef, Bertrand Schnetz, d'être lié à un réseau de sabotage français visant une usine allemande sur le Rhin. Le journal finit par être acheté par les services de propagande franco-britanniques en été 1918. Voir Jean-Claude Montant, *La Propagande extérieure de la France pendant la Première Guerre mondiale: l'exemple de quelques neutres européens*, Paris, Thèse – Panthéon Sorbonne, 1988, p. 1096-1097.

<sup>14</sup> Stéphane Audoin-Rouzeau, « Weapons », in *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War*, Berlin, Freie Universität Berlin, 2014 (DOI: <http://dx.doi.org/10.15463/ie1418.10417>, consulté le 7 octobre 2016).

<sup>15</sup> Hans Rudolf Kurz, *Histoire de l'armée suisse. De 1815 à nos jours*, Lausanne, Éditions 24 Heures, 1985, p. 71. Voir aussi Georg Kreis, *Schweizer Postkarten aus dem Ersten Weltkrieg*, Baden, Hier und jetzt, 2013, p. 111-131.

<sup>16</sup> Chantal Gerber, ouvr. cité, p. 11.

<sup>17</sup> Télégramme de M. Bibikov au département russe de l'Intérieur, Berne, novembre-décembre 1914, cité dans *Suisse-Russie: contacts et ruptures, 1813-1955: documents tirés des Archives du ministère des Affaires étrangères de Russie et des Archives fédérales suisses*, Antoine Fleury, Julija Basenko (éd.), Berne, P. Haupt, 1994, p. 235-236.

<sup>18</sup> René Morax, *On suppose...*, Lausanne, Édition des Cahiers vaudois, 1916, p. 7. Précisons que le groupe des *Cahiers vaudois* est en contact étroit avec le service français de propagande depuis 1914 suite à sa célèbre dénonciation de la destruction de la bibliothèque de Louvain et de la cathédrale de Reims. Voir *Louvain... Reims...*, Hors-série des Cahiers vaudois, Lausanne, C. Tarin, 2 vol., 1914-1915.

<sup>19</sup> Sur ce quotidien conservateur-catholique, voir Léonard Montavon, *Le « Pays » et la question jurassienne durant la Première Guerre mondiale*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1971.

<sup>20</sup> *Journal d'Arthur Daucourt*, 4<sup>e</sup> vol., 21 mars 1916, p. 345, cité par Amalia Mahon, ouvr. cité, p. 85. Theophil Sprecher von Bernegg est le chef du service de l'état-major général pendant la guerre. Il témoigne en faveur des colonels Egli et von Wattenwyl lors de leur procès.

<sup>21</sup> Max Mittler, *Der Weg zum Ersten Weltkrieg: wie neutral war die Schweiz? Kleinstaat und europäischer Imperialismus*, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 2003, p. 769.

<sup>22</sup> Max Mittler, *Der Weg zum Ersten Weltkrieg: wie neutral war die Schweiz? Kleinstaat und europäischer Imperialismus*, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 2003, p. 767.

<sup>23</sup> *L'Impartial*, « Un aviateur lâche cinq bombes sur La Chaux-de-Fonds », 18 octobre 1915. Quatre personnes sont légèrement blessées.

<sup>24</sup> Heinz Christian Röthlisberger, *Der politische Standort von Ulrich Wille*, Stäfa, Th. Gut und Co, 1975, p. 142, citant une lettre d'Ulrich Wille à sa femme Clara du 30 avril 1916. Cette biographie d'Ulrich Wille, très favorable au général, laisse de côté bien des aspects de son action. Malheureusement, les archives privées d'Ulrich Wille sont désormais inaccessibles aux chercheuses et chercheurs. Voulant consacrer une nouvelle biographie à Wille, Rudolf Jaun s'est vu signifier une fin de non-recevoir par la famille héritière du général en 2012. Voir Rudolf Jaun, « General Wille unter Shitstorm. Niklaus Meienbergs "Wille und Wahn" in der Medien- und Fachöffentlichkeit der 1980er-Jahre », in: *Der vergessene Krieg: Spuren und Traditionen zur Schweiz im Ersten Weltkrieg*, Konrad J. Kuhn, Béatrice Ziegler (éd.), Baden, hier + jetzt, 2014, p. 281.

<sup>25</sup> Politisches Archiv des Auswärtigen Amts (Berlin), R11405, Luckwald (Secrétaire de légation) à l'Auswärtiges Amt, 19 mai 1916 (notre traduction).

<sup>26</sup> Politisches Archiv des Auswärtigen Amts (Berlin), R11405, Gisbert von Romberg au Chancelier Bethmann Hollweg, Berne, 8 mai 1916 (notre traduction).

<sup>27</sup> Margillac, « Chiffons de papier », in: *L'Impartial*, 30 avril 1917.

<sup>28</sup> Chantal Gerber, ouvr. cité, p. 12. L'économie de l'Arc jurassien reste cependant majoritairement tournée vers la France. Les exportations passent de 141 millions de francs suisses en 1914 à 467 millions en 1918, grâce surtout à l'exportation de pièces de munitions. Voir Jean-Claude Daumas, Laurent Tissot (dir.), *L'Arc jurassien. Histoire d'un espace transfrontalier*, Vesoul; Yens-sur-Morges, Éd. Maé-Erti, Cabédita, 2004, p. 199.

<sup>29</sup> Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion en 1917, in: *Feuille fédérale suisse*, Berne, 10 avril 1918, p. 4.

<sup>30</sup> Pour les informations contenues dans ce paragraphe, se référer à Claude Hauser, ouvr. cité, p. 17 et suiv.

<sup>31</sup> Chantal Gerber, ouvr. cité, p. 56-57.

<sup>32</sup> François Kohler, « La grève générale dans le Jura », in: *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Éd. Grounauer, 1977, p. 61-78, ici p. 70.

<sup>33</sup> Voir François Vallotton, Philippe Kaenel, « Représenter la guerre en Suisse: du soldat au général », in: *Les Images en guerre (1914-1945)*, Lausanne, Antipodes, p. 7-38.

<sup>34</sup> Mélanie Brenzikofer, « Nous avons un devoir de mémoire », in: *L'Impartial*, 22 août 2014.



